Conférence de presse du 18 janvier 2013 sur l'article constitutionnel en matière de politique familiale

Article constitutionnel en matière de politique familiale: position de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)

Les directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales saluent le but poursuivi par l'article constitutionnel: un renforcement de la conciliation entre la vie familiale et l'activité professionnelle contribuent notamment à combattre la pauvreté des familles.

La Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) salue le but poursuivi par l'article constitutionnel en matière de politique familiale:

Lutte contre la pauvreté des familles et amélioration de l'égalité des chances entre enfants

Pour la CDAS, la conciliation entre la vie familiale et l'activité professionnelle est un élément central d'une politique familiale et sociale moderne. Cette bonne conciliation contribue également à combattre la pauvreté des familles. L'offre de structures de jour extrafamiliales et parascolaires fait partie des plus importantes mesures permettant de promouvoir la conciliation entre la famille et l'activité professionnelle. Elles contribuent en outre à l'amélioration de l'égalité des chances entre enfants en contribuant à leur intégration linguistique et sociale.

Responsabilité des cantons en matière de structures de jour extrafamiliales et parascolaires.

Dans une déclaration commune de 2007, la CDAS et la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ont indiqué que le recours à des structures d'accueil extrafamiliales est volontaire et qu'il incombe à chaque famille de faire ses choix sous sa propre responsabilité. Les collectivités publiques (Confédération, cantons et communes) partagent cependant la responsabilité de créer de bonnes conditions cadre permettant de concilier la vie de famille et l'activité professionnelle. Cela implique aussi le partage de la responsabilité consistant à mettre à disposition des structures de jour extrafamiliales et parascolaires.

Les cantons et les communes proposent d'ores et déjà une offre abondante de structures de jour extrafamiliales et parascolaires. Il s'agit de stabiliser cet acquis. L'ancrage du thème en tant qu'objectif constitutionnel peut offrir une base et une légitimation à cette fin. A côté de la création de structures répondant aux besoins (quantité), les directeurs et directrices cantonaux des affaires sociales tiennent à une grande qualité de l'accueil extrafamilial. Pour ce qui est de l'accueil parascolaire, le but visé par l'article constitutionnel correspond au contenu du concordat HARMOS.

Compétences Confédération - cantons

La CDAS salue que l'article proposé maintienne l'attribution de compétences actuelle, aux termes de laquelle c'est en premier lieu aux cantons qu'incombent la promotion de la conciliation entre vie de famille et activité professionnelle / formation et la mise à disposition de structures d'accueil extrafamilial. En outre, le renforcement de la coordination verticale entre Confédération et cantons dans le domaine de la politique familiale visé par l'article constitutionnel est également salué.

Renseignements:

Peter Gomm, conseiller d'Etat et président de la CDAS
Tél. 032 627 93 61 Fax: 032 627 93 51
Courriel: peter.gomm@ddi.so.ch

Margrith Hanselmann, secrétaire générale de la CDAS
Tél. 031/ 320 29 95 Fax: 031/ 320 29 90
Courriel: margrith.hanselmann@sodk.ch